Poste de Common Airport Liaison Officer (CALO)

Dans le cadre d'un Fonds de Sécurité Intérieure co-financé par la DG HOME (Commission Européenne) et le ministère de l'intérieur, CIVIPOL est à la recherche d'un expert court-terme qui devra revêtir les fonctions de « Common Airport Liaison Officer » (CALO), pour une mission de 3 à 6 mois selon les zones pré-identifiées.

D'une durée de 24 mois, le projet « CALO » vise à déployer des agents dans des zones de forte tension migratoire, afin d'y développer les fonctions d'agent de liaison aéroportuaire qui travaillera pour tous les Etats membres de l'Union Européenne une fois déployé.

LIMITE DE CANDIDATURE

01 Janvier 2024

DURÉE DE LA MISSION

Long Terme

ZONE GÉOGRAPHIQUE

Afrique

DESCRIPTION DU POSTE

Le CALO travaillera notamment au développement de la fonction d'officier de liaison immigration dans le pays de déploiement, en établissant des relations avec les transporteurs aériens, les autorités aéroportuaires et les sociétés de sécurité afin de prévenir l'immigration clandestine. Il pourra ainsi appuyer et sensibiliser ses partenaires locaux à la détection de la fraude documentaire et aux risques de migration irrégulière afin de renforcer de les contrôles à l'embarquement. Il est également possible d'envisager que ces officiers de liaison communs couvrent plus d'un pays et d'un aéroport au niveau régional, ou qu'ils soient redéployés dans d'autres lieux sur la base d'une évaluation des besoins et des risques.

Sous la direction du ministère de l'intérieur et CIVIPOL, il/elle assurera la mise en œuvre cohérente du projet dans le respect des termes de références du projet, du Grant Agreement conclu entre le ministère de l'intérieur et la DG HOME, et selon les orientations décidées lors des comités de pilotage de l'ILO Network. Il/elle représentera le projet auprès des autorités locales et internationales pertinentes et établira un réseau de contacts utiles au projet. Il/elle reportera directement au responsable de projets de CIVIPOL et des directions actives du ministère de l'intérieur en charge de la gestion et du suivi du projet.

Le/la Common Airport Liaison Officer pourra être basé (selon les besoins du projet) en Afrique de l'Est ou dans les Balkans (Addis-Abeba, Djibouti, Moroni, Nairobi, Tirana, Belgrade, Pristina, Skopje).

A ce titre, les tâches suivants pourront lui être confiées :

- La mise en œuvre d'activités de contrôle (détection de documents frauduleux et le profilage) à l'embarquement dans l'aéroport où elle/il sera déployé(e) ;
- L'établissement de relations de confiance étroites avec les compagnies aériennes locales, les autorités aéroportuaires et sociétés de sécurité afin de prévenir la migration irrégulière ;
- Le renforcement des capacités des partenaires à détecter les fraudes documentaires ou les risques de migration irrégulière ;
- Le reporting au responsable de projet CIVIPOL et à ses interlocuteurs privilégiés et identifiés au sein de la DCIS et de la DNPAF ;
- La représentation du projet, la coordination de la mise en place de l'ensemble des activités et le suivi de projet, notamment

en informant la DCIS et le responsable de projet au siège de Civipol sur l'avancement des activités ;

- Le respect de procédures du contrat de subvention et du règlement intérieur de CIVIPOL ;
- La rédaction de rapports mensuels et la rédaction d'autres documents qui pourraient être nécessaires au bailleur et Civipol dans le suivi du projet ;
- L'instauration d'une relation de confiance entre les différentes parties prenantes, et d'un dialogue constructif avec les acteurs du projet ;
- Participer à la visibilité du projet co-financé par l'Union Européenne ;
- La rédaction hebdomadaire de documents signalant les refus d'embarquement, et de fiches d'alerte sur les nouvelles tendances de fraude ;
- De rédiger des rapports sur les tendances migratoires et les transmettre aux partenaires du projet.

PROFIL RECHERCHÉ

Qualifications et expérience professionnelle

- Minimum de 10 années d'expérience professionnelle ;
- Master ou diplôme équivalent en droit, sciences sociales, administration publique, gestion ou toute autre matière connexe, à défaut justifier de plus de 15 ans d'expériences de praticien dans le domaine de la sécurité (police, gendarmerie) ;
- Excellente maitrise de la langue française et bonne capacités rédactionnelles ;
- Bonne maitrise de l'anglais (écrit, parlé, lu) ;
- Maitrise des outils informatiques les plus courant : Word, Excel, Powerpoint, Navigateur Internet, Logiciel de messagerie ;
- Expérience des relations institutionnelles ;
- Capacité à anticiper les risques, à s'adapter et réorienter la mise en œuvre du programme en fonction des objectifs ;
- Grande aptitude au travail en équipe, à la coordination et à la mise en œuvre d'activité du projet et à l'animation du dialogue entre différentes parties prenantes ;
- Excellente capacité de communication, négociation et présentation ;

Expérience professionnelle spécifique

- L'expérience dans la mise en œuvre de projets financés par l'Union européenne sera considérée comme un atout ;
- Connaissances pratiques de la coopération internationale au plan judiciaire et/ou policier indispensable ;
- Forte expérience au sein de la police aux frontières (fraude documentaire, règlementation transfrontières, …) ;
- Bonne connaissance des principaux acteurs du développement, organismes internationaux, bailleurs de fonds, société civile et services diplomatiques est un atout ;
- Aptitudes à travailler au sein d'une équipe pluridisciplinaire, à insuffler une dynamique de changement et à constituer des dynamiques de réseaux.

Compétences interpersonnelles

- Solides capacités d'adaptation au sein d'un environnement étranger ;
- Sensibilité aux différences culturelles ;
- Sens du relationnel et de la pédagogie ;

- Rigueur et sens de l’organisation ;
- Sens de l’adaptation, de l’initiative et de l’autonomie ;
- Disponibilité, ténacité et fiabilité ;
- Capacité de travail soutenue ;
- Sens de la diplomatie.

LIEU ET DUREE

- *Lieu d’affectation :* selon les besoins (prioritairement : Kenya et péninsule arabique)
- *Durée de la mission* : 3 à 6 mois, renouvelable, entre janvier 2024 et décembre 2025.
- *Rémunération* : salaire + indemnités d’expatriation.

Merci d’envoyer votre CV à reinbold.f@civipol.fr

